

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

INSTITUT POUR L'EGALITE
DES FEMMES ET DES HOMMES

[C – 2023/44133]

13 JUILLET 2023. — Loi sur la prévention et la lutte contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I — Dispositions introductives

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi complète la transposition de la directive 2010/64/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales et de la directive 2012/29/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 établissant des normes minimales concernant les droits, le soutien et la protection des victimes de la criminalité et remplaçant la décision-cadre 2001/220/JAI.

Art. 3. La présente loi a pour objet de créer un cadre général de lutte et de prévention contre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent.

TITRE II — Cadre général de prévention et de lutte contre les féminicides et les homicides fondés sur le genre

CHAPITRE 1^{er} — Définitions

Art. 4. § 1. Pour l'application et l'exécution de la présente loi, il faut entendre par :

- 1° genre: les rôles, les comportements, les activités et les attributions socialement construits, qu'une société donnée considère comme appropriés pour les femmes et les hommes.
- 2° perspective de genre: la manière d'examiner ou d'analyser l'impact du genre sur les rôles sociaux dans toute politique, décision, ou mesure, en tenant compte des déséquilibres structurels et historiques.
- 3° partenaire: la personne avec laquelle la victime est mariée ou entretient une relation affective et physique intime durable, ainsi que la personne avec laquelle la victime a été mariée ou a entretenu une relation affective et physique intime durable si les faits incriminés ont un lien avec ce mariage dissous ou cette relation terminée.
- 4° membre de la famille: un parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante, un parent ou allié en ligne collatérale jusqu'au troisième degré inclus, un partenaire ou toute autre personne occupant une position similaire au sein de la famille des personnes précitées.
- 5° personne en situation de vulnérabilité: toute personne qui se trouve en situation de vulnérabilité pour des motifs sociaux, économiques, physiques, psychiques ou administratifs, telle que notamment les consommateurs de substances toxiques, les personnes en situation de prostitution, les migrants ou les demandeurs de protection internationale ou les personnes en situation de séjour irrégulier, les sans-abris ou toute personne qui se retrouve en situation de vulnérabilité en raison d'un ou plusieurs critères protégés fondés sur le sexe, le genre, la nationalité, la prétendue race, la couleur de peau, la langue, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction syndicale, la conviction politique ou autre, l'origine et la condition sociales, l'origine nationale ou ethnique, le patrimoine, la naissance, l'orientation sexuelle, l'identité ou l'expression de genre, l'âge, l'état de santé actuel ou futur, le handicap, l'état civil, la grossesse, l'accouchement, l'allaitement, la maternité, l'adoption, la procréation médicalement assistée, le prétendu changement de sexe, les caractéristiques sexuelles, les caractéristiques physiques ou génétiques, que cette caractéristique soit présente de manière effective ou seulement supposée par l'auteur.

INSTITUUT VOOR DE GELIJKHEID
VAN VROUWEN EN MANNEN

[C – 2023/44133]

13 JULI 2023. — Wet voor de preventie en de bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I — Inleidende bepalingen

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet vervolledigt de omzetting van Richtlijn 2010/64/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 oktober 2010 betreffende het recht op vertolking en vertaling in strafprocedures en van de Richtlijn 2012/29/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 tot vaststelling van minimumnormen voor de rechten, de ondersteuning en de bescherming van slachtoffers van strafbare feiten, en ter vervanging van Kaderbesluit 2001/220/JBZ.

Art. 3. Deze wet is bedoeld om een algemeen kader te scheppen voor de bestrijding en preventie van feminicides en gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daar aan voorafgaat.

TITEL II — Algemeen kader voor de preventie en de bestrijding van feminicides en gendergerelateerde dodingen

HOOFDSTUK 1 — Definities

Art. 4. § 1. Voor de toepassing en uitvoering van deze wet wordt verstaan onder:

- 1° gender: de maatschappelijk bepaalde rollen, gedragingen, activiteiten en eigenschappen die in een maatschappij passend worden geacht voor vrouwen en mannen.
- 2° genderperspectief: de manier om de impact van gender op sociale rollen bij elk beleid, besluit of maatregel te onderzoeken of te analyseren, rekening houdend met structurele en historische onevenwichtigheden.
- 3° partner: de persoon waarmee het slachtoffer is gehuwd of een duurzame affectieve en intieme lichamelijke relatie heeft, alsook de persoon waarmee het slachtoffer gehuwd is geweest of een duurzame affectieve en intieme lichamelijke relatie heeft gehad indien de strafbare feiten enigszins verband houden met dit ontbonden huwelijk of de beëindigde relatie.
- 4° familielid: een bloedverwant of aanverwant in de rechte opgaande of neerdalende lijn, een bloedverwant of aanverwant in de zijlijn tot en met de derde graad, een partner of ieder ander persoon die een soortgelijke positie heeft in het gezin van voornoemde personen.
- 5° persoon in kwetsbare toestand: elke persoon die zich in een kwetsbare toestand bevindt om sociale, economische, fysieke, psychische of administratieve redenen, zoals onder meer gebruikers van toxische stoffen, personen die zich in een prostitutiesituatie bevinden, migranten of asielzoekers of personen in illegaal verblijf, daklozen, of elke persoon die zich in een kwetsbare positie bevindt omwille van een of meer beschermde criteria wegens hun geslacht, gender, nationaliteit, zogenaamd ras, huidskleur, taal, geloof of levensbeschouwing, syndicale overtuiging, politieke of andere overtuigingen, sociale afkomst en positie, nationale of etnische afstamming, vermogen, geboorte, seksuele geaardheid, genderidentiteit of -expressie, leeftijd, huidige of toekomstige gezondheids-toestand, een handicap, burgerlijke staat, zwangerschap, bevalling, het geven van borstvoeding, moederschap, adoptie, medisch begeleide voortplanting, zogenaamde geslachtsverandering, seksekenmerken, fysieke of genetische eigenschappen, ongeacht of dit kenmerk daadwerkelijk aanwezig is of slechts vermeend is door de dader.

- 6° violence fondée sur le genre: toute violence dirigée contre une personne en raison de son sexe, de son identité ou expression de genre ou la violence qui touche de manière disproportionnée les personnes d'un sexe en particulier.
- 7° violence à l'égard des femmes fondée sur le genre: toute violence faite à l'égard d'une femme parce qu'elle est une femme ou affectant les femmes de manière disproportionnée.
- 8° violence intrafamiliale: toute violence physique, sexuelle, psychologique, économique ou liée à l'honneur qui survient au sein de la famille ou du foyer ou entre des anciens ou actuels partenaires, indépendamment du fait que l'auteur de l'infraction partage ou a partagé le même domicile que la victime.
- 9° violence entre partenaires: toute violence physique, sexuelle, psychologique, économique ou liée à l'honneur qui survient entre partenaires.
- 10° violence physique: toute violence qui cause un dommage physique, ou qui vise à causer un dommage physique, résultant d'un usage illégal de la force, et qui peut prendre la forme d'une agression grave ou légère, d'une séquestration ou encore d'un homicide.
- 11° violence psychologique: toute violence qui cause un dommage psychique, ou qui vise à causer un dommage psychique et qui peut prendre la forme, entre autres, du contrôle coercitif, de la diffamation, d'insultes verbales et de harcèlement.
- 12° violence sexuelle: toute violence à caractère sexuel non consenti ou tout acte qui est accompli avec l'intention de commettre une violence sexuelle.
- 13° violence économique: toute violence qui cause un préjudice économique ou tout acte ou comportement qui est accompli avec l'intention de commettre une violence économique, et qui peut prendre la forme, entre autres, de dommages matériels, d'une restriction d'accès aux ressources du ménage, à l'éducation ou au marché du travail ou d'inexécution des obligations alimentaires, et qui entraîne une dépendance financière ou matérielle de la victime ou sa précarisation.
- 14° violence liée à l'honneur: toute violence émanant d'un ou plusieurs individus et qui est accomplie pour garantir la perception qu'ils ont de l'honneur d'un individu, d'une famille et/ou d'une communauté, en violation des droits humains fondamentaux d'une ou plusieurs personnes, ou tout comportement qui est accompli dans le but de commettre des infractions ou incidents pour garantir la perception qu'ils ont de l'honneur d'un individu, d'une famille et/ou d'une communauté en violation des droits fondamentaux d'une ou plusieurs personnes. Cela inclut les mariages forcés et les mutilations génitales féminines.
- 15° contrôle coercitif: les comportements coercitifs ou de contrôle, continus ou répétés, qui causent un dommage psychique.
- 16° comportement coercitif: un acte ou une série d'actes d'agression, de menaces, d'humiliation et d'intimidation ou d'autres abus utilisés pour blesser, punir ou effrayer la victime.
- 17° comportement contrôlant: un ensemble d'actes visant à rendre une personne subordonnée ou dépendante en l'isolant de ses sources de soutien, en exploitant ses ressources et ses capacités à des fins personnelles, en la privant des moyens nécessaires à son indépendance, à sa résistance et à sa fuite, ou en réglementant son comportement quotidien.
- 18° l'Institut: l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, créé par la loi du 16 décembre 2002 portant création de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.
- 6° gendergerelateerd geweld: elk geweld dat gericht is tegen een persoon vanwege diens geslacht, genderidentiteit of -expressie, of geweld dat personen van een bepaald geslacht onevenredig treft.
- 7° gendergerelateerd geweld tegen vrouwen: elk geweld tegen een vrouw omdat zij een vrouw is of dat vrouwen onevenredig treft.
- 8° intrafamiliaal geweld: elk lichamelijk, seksueel, psychologisch, economisch of eengerelateerd geweld dat plaatsvindt binnen de familie of het huishouden of tussen voormalige of huidige partners, ongeacht of de dader in dezelfde woning als het slachtoffer verblijft of heeft verbleven.
- 9° partnergeweld: elk lichamelijk, seksueel, psychologisch, economisch of eengerelateerd geweld dat plaatsvindt tussen partners.
- 10° lichamelijk geweld: elk geweld dat lichamelijke schade veroorzaakt, of tot doel heeft lichamelijke schade te veroorzaken, voortvloeiend uit een wederrechtelijk gebruik van geweld, en die de vorm kan aannemen van zware of lichte agressie, opsluiting of doding.
- 11° psychologisch geweld: elk geweld dat psychische schade veroorzaakt, of tot doel heeft psychische schade te veroorzaken en die onder meer de vorm kan aannemen van dwingende controle, smaad, verbale beledigingen en pesterijen.
- 12° seksueel geweld: elk geweld van seksuele aard zonder toestemming of elke handeling die gesteld wordt met de bedoeling om seksueel geweld te plegen.
- 13° economisch geweld: elk geweld dat economische schade veroorzaakt of elke handeling of gedraging die gesteld wordt met de bedoeling om economisch geweld te plegen en die onder meer de vorm kan aannemen van materiële schade, beperking van de toegang tot de middelen van het huishouden, het onderwijs of de arbeidsmarkt of het nietnakomen van onderhoudsverplichtingen, en die tot gevolg heeft dat het slachtoffer financieel of materieel afhankelijk wordt of in bestaansonzekerheid belandt.
- 14° eengerelateerd geweld: elk geweld dat uitgaat van één of meerdere personen en dat werd gesteld om de perceptie van de eer van een individu, een familie en/of een gemeenschap te garanderen, in strijd met de fundamentele mensenrechten van één of meerdere personen, of elke gedraging die gesteld wordt met de bedoeling misdrijven of incidenten te plegen om de perceptie van de eer van een individu, een familie en/of een gemeenschap te garanderen, in strijd met de fundamentele mensenrechten van één of meerdere personen. Dit omvat onder meer gedwongen huwelijken en vrouwelijke genitale vermindering.
- 15° dwingende controle: voortdurende of herhaalde dwingende of controlerende gedragingen, die psychische schade veroorzaken.
- 16° dwingend gedrag: een handeling of een reeks handelingen van agressie, bedreiging, vernedering en intimidatie of andere mishandeling die worden gebruikt om het slachtoffer te kwetsen, te straffen of bang te maken.
- 17° controlerend gedrag: een geheel van handelingen die erop gericht zijn personen ondergeschikt en/of afhankelijk te maken door hen te isoleren van steunbronnen, hun middelen en capaciteiten uit te buiten voor persoonlijke doeleinden, hen de middelen te ontnemen die nodig zijn voor hun onafhankelijkheid, weerstand en ontsnapping, of door hun dagelijks gedrag te reguleren.
- 18° het Instituut: het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen opgericht bij de wet van 16 december 2002 houdende oprichting van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen.

§ 2. Pour l'application et l'exécution de la présente loi, il faut entendre par 'féminicide', l'homicide intentionnel d'une femme en raison de son genre ou la mort d'une femme qui résulte de pratiques qui causent un dommage aux femmes, que l'homicide intentionnel ou les pratiques dommageables soient commis par un partenaire, un membre de la famille ou un tiers. Les féminicides intime, nonintime et indirect sont caractérisés comme suit:

- 1° Le féminicide intime est l'homicide intentionnel d'une femme en raison de son genre, commis par un partenaire ou par un membre de la famille au nom de la culture, de la coutume, de la religion, de la tradition ou du prétendu 'honneur' ou pour d'autres motifs;

§ 2. Voor de toepassing en uitvoering van deze wet wordt onder "feminicide" verstaan de opzettelijke doding van een vrouw wegens haar gender of de dood van een vrouw ten gevolge van praktijken die schadelijk zijn voor vrouwen, ongeacht of deze opzettelijke doding of de schadelijke praktijken gepleegd werden door een partner, een familielid of een derde. Intieme feminicide, niet-intieme feminicide en indirecte feminicide vertonen de volgende kenmerken:

- 1° Intieme feminicide is de opzettelijke doding van een vrouw omwille van haar gender, gepleegd door een partner of door een familielid in naam van de cultuur, de gewoonte, de religie, de traditie of de vermeende 'eer' of om andere redenen;

- 2° Le féminicide nonintime est l'homicide intentionnel d'une femme en raison de son genre commis par un tiers. Il est:
- soit commis principalement dans un contexte d'exploitation sexuelle;
 - soit commis principalement dans un contexte de trafic ou de traite d'êtres humains;
 - soit commis principalement dans un contexte de violences sexuelles;
 - soit commis principalement dans le cadre d'un continuum de violence en lien avec une relation de pouvoir inégal ou d'un abus de pouvoirs de l'auteur sur la victime;
 - soit commis dans un autre contexte, en raison du genre de la victime.

- 3° Le féminicide indirect est l'homicide nonintentionnel d'une femme en raison de son genre lorsqu'il s'agit de la mort d'une femme résultant de pratiques qui causent un dommage aux femmes, ou le suicide d'une femme qui résulte:
- soit principalement de violences entre partenaires ou dans un contexte familial;
 - soit principalement de mutilations génitales féminines;
 - soit de violences commises par un tiers.

§ 3. L'homicide fondé sur le genre est l'homicide d'une personne en raison de son genre, ou la mort d'une personne résultant de pratiques dommageables fondées sur le genre pour ces personnes, à l'exception des homicides ou décès visés au paragraphe 2 de la présente disposition. Les homicides fondés sur le genre sont soit intimes, soit non-intimes, soit indirects et sont définis conformément au § 2, alinéa 2, 1° à 3°.

§ 4. Il y a tentative de féminicide intime ou non intime ou d'homicide fondé sur le genre lorsque la résolution de commettre les comportements visés au § 2, 1° à 2° et § 3 ont été manifestés par des actes extérieurs qui forment un commencement d'exécution, et qui n'ont été suspendus ou n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

CHAPITRE 2 — *Champ d'application*

Art. 5. A l'exception des matières qui relèvent de la compétence des Communautés et des Régions, la présente loi s'applique à toutes personnes du secteur public, en ce compris aux organismes publics, ainsi qu'à toutes les autorités administratives et juridictionnelles, en ce qui concerne toute mesure, décision ou politique en lien avec les objectifs poursuivis par la présente loi tels qu'ils sont énoncés à l'article 3.

CHAPITRE 3 — *Principes généraux*

Art. 6. Lors de l'adoption et de la mise en œuvre de toute décision, politique ou mesure en lien avec le champ d'application de la présente loi, les personnes et autorités visées à l'article 5 intègrent une perspective de genre.

Art. 7. Lors de l'adoption et de la mise en œuvre de toute décision, politique ou mesure en lien avec le champ d'application de la présente loi, les personnes et autorités visées à l'article 5 prennent en considération la spécificité des besoins des personnes en situation de vulnérabilité.

Art. 8. Lors de l'adoption et de la mise en œuvre de toute décision, politique ou mesure en lien avec le champ d'application de la présente loi, les personnes et autorités visées à l'article 5 reconnaissent à l'enfant qui a été exposé aux violences visées sans être directement victime mais en connaissant la victime directe, la qualité de victime et ce, dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

TITRE III — *Collecte de données et publications*

Art. 9. En vue de l'exécution des articles 9, 10 et 11 de la présente loi et de l'étude des causes profondes et leurs effets, leur fréquence et les taux de condamnation, ainsi que l'efficacité des mesures en matière de féminicides et d'homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent et l'évaluation de l'étendue et les tendances de toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, les services de police et les services judiciaires recueillent les données pertinentes.

- 2° Niet-intieme feminicide is de opzettelijke doding van een vrouw door een derde wegens haar gender. Ze wordt:
- ofwel hoofdzakelijk gepleegd in een context van seksuele uitbuiting;
 - ofwel hoofdzakelijk gepleegd in een context van mensensmokkel of mensenhandel;
 - ofwel hoofdzakelijk gepleegd in een context van seksueel geweld;
 - ofwel hoofdzakelijk gepleegd als onderdeel van een continuum van geweld in verband met een ongelijke machtsverhouding of machtsmisbruik door de dader over het slachtoffer;
 - ofwel gepleegd in elke andere context, omwille van het gender van het slachtoffer.

- 3° Indirecte feminicide is de onopzettelijke doding van een vrouw wegens haar gender, die bestaat uit de dood van een vrouw ten gevolge van praktijken die schadelijk zijn voor vrouwen, of de zelfmoord van een vrouw die het gevolg is van:
- ofwel hoofdzakelijk geweld onder partners of in een familiale context;
 - ofwel hoofdzakelijk genitale verminkingen bij vrouwen;
 - ofwel het geweld gepleegd door een derde.

§ 3. Gendergerelateerde doding is de doding van een persoon omwille van diens gender, of de dood van een persoon als gevolg van gendergerelateerde praktijken die schadelijk zijn voor deze personen, met uitzondering van de in paragraaf 2 van deze bepaling bedoelde dodingen of overlijdens. Gendergerelateerde dodingen zijn ofwel intiem, ofwel niet-intiem, ofwel indirect, en worden gedefinieerd in overeenstemming met § 2, tweede lid, 1° tot 3°.

§ 4. Poging tot het plegen van intieme of niet-intieme feminicide of gendergerelateerde doding bestaat wanneer het voornemen om de in § 2, 1° tot 2° en § 3 vernoemde gedragingen te plegen zich heeft geopenbaard door uitwendige daden die een begin van uitvoering uitmaken en alleen ten gevolge van omstandigheden, van de wil van de dader onafhankelijk, zijn gestaakt of hun uitwerking hebben gemist.

HOOFDSTUK 2 — *Toepassingsgebied*

Art. 5. Met uitzondering van de aangelegenheden die tot de bevoegdheid van de gemeenschappen en de gewesten behoren, is deze wet van toepassing op alle personen in de publieke sector, met inbegrip van de overheidsorganen, alsook op alle administratieve en gerechtelijke overheden, met betrekking tot elke maatregel, beslissing, elk beleid in verband met de doelstelling van deze wet zoals bepaald in artikel 3.

HOOFDSTUK 3 — *Algemene beginselen*

Art. 6. Bij de goedkeuring en uitvoering van alle besluiten, beleidslijnen, of maatregelen in verband met het toepassingsgebied van deze wet, integreren de in artikel 5 bedoelde personen en autoriteiten een genderperspectief.

Art. 7. Bij de goedkeuring en uitvoering van alle besluiten, beleidslijnen, of maatregelen met betrekking tot het toepassingsgebied van deze wet houden de in artikel 5 bedoelde personen en autoriteiten rekening met de specifieke kenmerken van de behoeften van de personen in kwetsbare toestand.

Art. 8. Bij de goedkeuring en uitvoering van alle besluiten, beleidslijnen of maatregelen met betrekking tot het toepassingsgebied van deze wet dragen de in artikel 5 bedoelde personen en autoriteiten aan het kind dat blootgesteld is geweest aan het vernoemde geweld zonder er rechtstreeks het slachtoffer van te zijn maar wel het slachtoffer te kennen, het statuut van slachtoffer toe en dit in het hoger belang van het kind.

TITEL III — *Gegevensverzameling en publicaties*

Art. 9. Met het oog op de uitvoering van artikelen 9, 10 en 11 van deze wet en met het oog op het bestuderen van de oorzaken en gevolgen, frequentie en de veroordelingspercentages, alsmede de doeltreffendheid van de maatregelen inzake feminicide, gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daar aan voorafgaat en het onderzoeken van de omvang van en de ontwikkeling binnen alle vormen van geweld die vallen onder de reikwijdte van het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, verzamelen de politiediensten en de diensten van Justitie de relevante gegevens.

L'Institut, qui est également responsable du traitement des données, publie annuellement un rapport reprenant les principales statistiques liées aux féminicides et aux homicides fondés sur le genre, les caractéristiques de la victime, de l'auteur et de la relation entre la victime et l'auteur et en particulier au moins les informations suivantes:

- le nombre de plaintes, de dépositions, de classements sans suite (et les motifs de ceux-ci), d'instructions et de condamnations dans le contexte des féminicides visés à l'article 4 § 2 et leurs tentatives visées à l'article 4 § 4 ainsi que leur classification en catégories et types;
- le nombre de plaintes, de dépositions, de classements sans suite (et les motifs de ceux-ci) d'instructions et de condamnations dans le contexte des homicides fondés sur le genre visés à l'article 4 § 3 et leurs tentatives visées à l'article 4 § 4 ainsi que leur classification en catégories et types;
- le nombre de plaintes, de dépositions, de classements sans suite (et les motifs de ceux-ci), d'instructions et de condamnations dans le contexte des violences de genre visées à l'article 4 § 1 6°-14° et leurs tentatives visées à l'article 4 § 4;
- le nombre de décisions et jugements d'interdiction temporaire de résidence prononcées en application des articles 3 et 5 de la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique, ainsi que le nombre d'ordonnances non-respectées et les condamnations visées aux articles 5/1 et 5/2 de la même loi;
- les chiffres internationaux disponibles concernant les féminicides et leur comparaison avec les données disponibles en Belgique.

Ces données sont obtenues uniquement sous forme pseudonymisée.

L'Institut veille à ce que le rapport annuel ne contienne que des données anonymes et publie ce rapport sur son site web et transmet ce rapport annuel aux ministres compétents.

Les données que l'Institut obtient pour l'établissement du rapport annuel sont conservées pendant une période maximale d'un an, sauf si une période plus longue est nécessaire pour l'établissement des statistiques annuelles et pour respecter les obligations internationales de la Belgique en matière de collecte de données en application de la Convention d'Istanbul, mais au maximum pendant une période de quatre ans.

Le Roi détermine, après avis de l'Organe de Contrôle de l'Information Policière, la ventilation plus fine des données à collecter, les services compétents mentionnés au premier alinéa ainsi que la manière dont une évaluation annuelle de la collecte des données et les statistiques sera effectuée.

Art. 10. En vue de l'étude des causes profondes et leurs effets, leur fréquence et les taux de condamnation, ainsi que l'efficacité des mesures en matière de féminicides et d'homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent et l'évaluation de l'étendue et les tendances de toutes les formes de violence couvertes par le champ d'application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, l'Institut, qui est également responsable du traitement des données, publie tous les deux ans une étude sur les féminicides et les homicides fondés sur le genre, en vue d'analyser les causes profondes et leurs effets, leur fréquence et les taux de condamnation, l'efficacité des mesures prises pour mettre en œuvre la Convention précitée, ainsi que l'ampleur et l'évolution des féminicides, des homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent. Cette étude comprend notamment la prévalence des différentes catégories et types visés à l'article 4 § 2, § 3 et § 4, sur leur développement au fil du temps et sur les mesures prises pour endiguer le phénomène, sur les données pertinentes relatives aux victimes, aux suspects, à la relation entre la victime et l'auteur, aux circonstances entourant le décès, aux caractéristiques de l'incident et aux motifs liés au genre de la victime.

Ces données sont obtenues uniquement sous forme pseudonymisée.

L'Institut veille à ce que ce rapport bisannuel ne contienne que des données anonymes et publie ce rapport sur son site web et le transmet aux ministres compétents.

Les données que l'Institut obtient pour l'établissement du rapport bisannuel sont conservées pendant une période maximale de deux ans, sauf si une période plus longue est nécessaire pour l'établissement des statistiques annuelles et pour respecter les obligations internationales de la Belgique en matière de collecte de données en application de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, mais au maximum pendant une période de quatre ans.

Het Instituut, dat tevens gegevensverwerker is, publiceert jaarlijks een verslag met de belangrijkste statistieken over feminicides en gendergerelateerde dodingen, de kenmerken van het slachtoffer, de dader en de relatie tussen slachtoffer en dader en meer in het bijzonder minstens volgende informatie:

- het aantal klachten, aangiften en zonder gevolg geklasseerde zaken (en de motieven hiervoor), onderzoeken en veroordelingen in het kader van feminicides zoals bedoeld in artikel 4 § 2 en de pogingen hiertoe zoals bedoeld in artikel 4 § 4, alsook hun indeling en type;
- het aantal klachten, aangiften en zonder gevolg geklasseerde zaken (en de motieven hiervoor), onderzoeken en veroordelingen in het kader van gendergerelateerde dodingen zoals bedoeld in artikel 4 § 3 en de pogingen hiertoe zoals bedoeld in artikel 4 § 4, alsook hun indeling en type;
- het aantal klachten, aangiften en zonder gevolg geklasseerde zaken (en de motieven hiervoor), onderzoeken en veroordelingen in het kader van gendergerelateerd geweld zoals bedoeld in artikel 4 § 1 6° tot 14° en de pogingen hiertoe zoals bedoeld in artikel 4 § 4;
- het aantal bevelen en vonnissen tot tijdelijk huisverbod uitgevaardigd op grond van de artikelen 3 en 5 van de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld, alsook het aantal niet-nageleefde beschikkingen en de veroordelingen zoals bedoeld in de artikelen 5/1 en 5/2 van diezelfde wet;
- de beschikbare internationale cijfers met betrekking tot feminicide en hun verhouding tot de Belgische gegevens.

Deze gegevens worden enkel in gespseudonimiseerde vorm bekomen.

Het Instituut zorgt ervoor dat het jaarlijks verslag enkel anonieme gegevens bevat en publiceert dit verslag op diens website en bezorgt dit jaarlijks verslag aan de bevoegde ministers.

De gegevens die het Instituut bekomt voor het opmaken van het jaarlijks verslag, worden bijgehouden voor een maximale termijn van één jaar, tenzij een langere termijn nodig is voor het opstellen van de jaarlijkse statistieken en om te voldoen aan de internationale verplichtingen van België met betrekking tot gegevensverzameling in toepassing van het Verdrag van Istanbul, maar maximaal voor een periode van vier jaar.

De Koning bepaalt, na advies van het Controleorgaan op de Politie Informatie, de verder uitsplitsing van de te verzamelen gegevens, de bevoegde diensten vermeld in het eerste lid alsook de wijze waarop een jaarlijkse evaluatie van de gegevensverzameling en de statistieken uitgevoerd zal worden.

Art. 10. Met het oog op het bestuderen van de oorzaken en gevolgen, frequentie en de veroordelingspercentages, alsmede de doeltreffendheid van de maatregelen inzake feminicide, gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daar aan voorafgaat en het onderzoeken van de omvang van en de ontwikkeling binnen alle vormen van geweld die vallen onder de reikwijdte van het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld publiceert het Instituut, dat tevens verwerkingsverantwoordelijke is, met het oog op de analyse van de oorzaken en gevolgen, frequentie en de veroordelingspercentages, de doeltreffendheid van de maatregelen genomen ter uitvoering van voormeld Verdrag, alsook de omvang van en ontwikkelingen binnen feminicides, gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daar aan voorafgaat, om de twee jaar een studie over feminicides en gendergerelateerde dodingen. Deze studie betreft onder meer de prevalentie van de verschillende categorieën en types bedoeld in artikel 4 § 2, § 3 en § 4 over de evolutie ervan in de tijd en over de maatregelen die genomen zijn om het fenomeen in te dijken, over de relevante gegevens van de slachtoffers, de verdachten, relatie tussen slachtoffer en dader, de omstandigheden van het overlijden, de kenmerken van het incident en de motieven in verband met het gender van het slachtoffer.

Deze gegevens worden enkel in gepseudonimiseerde vorm bekomen.

Het Instituut zorgt ervoor dat dit tweejaarlijks verslag enkel anonieme gegevens bevat en publiceert dit verslag op diens website en bezorgt het aan de bevoegde ministers.

De gegevens die het Instituut bekomt voor het opmaken van het jaarlijks verslag, worden bijgehouden voor een maximale termijn van twee jaar, tenzij een langere termijn nodig is voor het opstellen van de jaarlijkse statistieken en om te voldoen aan de internationale verplichtingen van België met betrekking tot gegevensverzameling in toepassing van het Verdrag van de Raad van Europa inzake het voorkomen en bestrijden van geweld tegen vrouwen en huiselijk geweld, maar maximaal voor een periode van vier jaar.

TITRE IV — *Comité scientifique*

Art. 11. Il est créé un Comité Scientifique d'analyse des féminicides et des homicides fondés sur le genre, qui analyse les féminicides et les homicides fondés sur le genre, et les causes des féminicides et des homicides fondés sur le genre sur base de cas individuels et qui, à des fins de prévention, publie un rapport anonymisé contenant des recommandations générales. Ce rapport anonymisé est transmis par le président aux ministres compétents.

Art. 12. Le Comité Scientifique se compose:

- d'un président;
- de membres permanents.

Il est présidé par un représentant de l'Institut National de Criminologie et de Criminologie. Le président garantit l'unité des activités du Comité Scientifique.

Les membres permanents sont au nombre de six à huit membres et représentent au minimum la police locale et fédérale, les magistrats du Ministère Public et l'Institut. La moitié des membres est du rôle linguistique néerlandophone, l'autre moitié est du rôle linguistique francophone.

Le Comité Scientifique peut également inviter des experts et des témoins.

Le Roi détermine la façon dont le président et les membres permanents sont désignés, leur statut et leur mandat, ainsi que la manière dont le président et les membres permanents peuvent inviter des experts et des témoins.

Le Roi détermine également la méthode de travail du Comité Scientifique.

Art. 13. § 1. Le Comité Scientifique est une structure de concertation organisée au sens de l'article 458^{ter} du Code pénal qui a pour but de prévenir et de combattre les féminicides, les homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent. Les membres du comité et les invités sont tenus au secret professionnel en ce qui concerne les informations confidentielles communiquées dans le cadre de la concertation.

Toute communication éventuelle d'informations confidentielles s'inscrit dans le cadre de l'objectif prédéterminé et selon les modalités établies par le Comité Scientifique. Tous les participants en sont informés avant de prendre part au Comité Scientifique.

§ 2. Le Comité Scientifique demande au Parquet-Général de lui transmettre sans frais une copie des actes d'instruction et de procédure et de lui fournir tous les éléments utiles à l'examen du cas individuel qui doit être analysé par le Comité scientifique.

Art. 14. § 1. Les finalités du traitement des données par le Comité Scientifique sont les suivantes:

- 1° améliorer les connaissances sur les féminicides et les homicides fondés sur le genre;
- 2° formuler des recommandations structurelles concernant la prévention des féminicides et des homicides fondés sur le genre et les violences qui les précèdent.

§ 2. Pour l'analyse des féminicides et des homicides fondés sur le genre, des données à caractère personnel générales et particulières sont traitées, notamment des données à caractère personnel concernant des condamnations pénales et des infractions, qui concernent les personnes suivantes:

- 1° les personnes soupçonnées d'avoir commis un féminicide ou homicide fondé sur le genre;
- 2° les personnes condamnées pour féminicide ou homicide fondé sur le genre;
- 3° les victimes de féminicides ou d'homicides fondés sur le genre;
- 4° d'autres personnes impliquées dans un féminicide ou un homicide fondé sur le genre, telles que des personnes qui peuvent être appelées en tant que témoins dans le cadre d'une enquête sur ces faits ou d'une procédure pénale en découlant, des personnes qui peuvent fournir des informations sur ces faits, ou des personnes qui ont des contacts ou entretiennent des liens avec l'une des personnes visées dans les dispositions sous 1° ou 2°.

Les données à caractère personnel générales et particulières de ces personnes sont toujours traitées sous forme pseudonymisée.

TITEL IV — *Wetenschappelijk comité*

Art. 11. Er wordt een Wetenschappelijk Comité voor de analyse van feminicides en gendergerelateerde dodingen opgericht, dat feminicides en gendergerelateerde dodingen, en de oorzaken van feminicides en gendergerelateerde dodingen analyseert op basis van individuele casussen en, dat met het oog op preventie, een geanonimiseerd rapport publiceert dat algemene aanbevelingen bevat. Dit geanonimiseerde rapport wordt door de voorzitter overgemaakt aan de bevoegde ministers.

Art. 12. Het Wetenschappelijk Comité bestaat uit:

- een voorzitter;
- vaste leden.

Het voorzitterschap wordt waargenomen door een vertegenwoordiger van het Nationaal Instituut voor Criminologie en Criminologie. De voorzitter garandeert de eenheid van werkzaamheden van het Wetenschappelijk Comité.

De vaste leden bestaan uit zes tot acht leden en vertegenwoordigen minstens de lokale en federale politie, de magistraten van het Openbaar Ministerie en het Instituut. De helft van de leden behoort tot de Nederlandse taalrol, de andere helft tot de Franse taalrol.

Het Wetenschappelijk Comité kan eveneens deskundigen en getuigen uitnodigen.

De Koning bepaalt de wijze waarop de voorzitter en de vaste leden worden aangeduid, hun statuut en mandaat, alsook de wijze waarop de voorzitter en de vaste leden deskundigen en getuigen kunnen uitnodigen.

De Koning bepaalt eveneens de werkwijze van het Wetenschappelijk Comité.

Art. 13. § 1. Het Wetenschappelijk Comité is een overlegstructuur in de zin van artikel 458^{ter} van het Strafwetboek met het oog op de preventie en bestrijding van feminicides, gendergerelateerde doding en het geweld dat daar aan voorafgaat. De leden van het comité en de genodigden zijn tot geheimhouding verplicht wat betreft de tijdens het overleg meegeedeelde vertrouwelijke informatie.

Elke eventuele mededeling van vertrouwelijke informatie vindt steeds plaats binnen het vooropgestelde doel en overeenkomstig de door het Wetenschappelijk Comité vastgelegde modaliteiten. Alle deelnemers van het Wetenschappelijk Comité worden hierop gewezen alvorens zij aan het Wetenschappelijk Comité deelnemen.

§ 2. Het Wetenschappelijk Comité vraagt aan het Parket-Generaal om hem kosteloos een afschrift over te maken van de onderzoeks- en proceshandelingen en om hem alle elementen te bezorgen die nuttig zijn voor de behandeling van de individuele casus die door het Wetenschappelijk Comité moet worden geanalyseerd.

Art. 14. § 1. De doeleinden van de gegevensverwerking door het Wetenschappelijk Comité zijn:

- 1° het verbeteren van de kennis inzake feminicides en gendergerelateerde dodingen;
- 2° het formuleren van structurele aanbevelingen met betrekking tot de preventie van feminicide en gendergerelateerde dodingen en het geweld dat daaraan voorafgaat.

§ 2. Voor de analyse van feminicides en gendergerelateerde dodingen worden algemene en bijzondere persoonsgegevens verwerkt, waaronder persoonsgegevens betreffende strafrechtelijke veroordelingen en strafbare feiten, die betrekking hebben op de volgende personen:

- 1° personen die in verdenking werden gesteld van een feminicide of gendergerelateerde doding te hebben gepleegd;
- 2° personen die voor feminicide of gendergerelateerde doding zijn veroordeeld;
- 3° slachtoffers van feminicide of gendergerelateerde dodingen;
- 4° andere personen die bij feminicide of gendergerelateerde doding betrokken zijn, zoals personen die als getuige kunnen opgeroepen worden in een onderzoek naar deze feiten of een daaruit voortvloeiende strafrechtelijke procedure, personen die informatie kunnen verstrekken over deze feiten, of personen die contact hebben of banden onderhouden met een van de personen bedoeld in de bepalingen onder 1° of 2°.

De algemene en bijzondere persoonsgegevens van deze personen worden steeds in gepseudonimiseerde vorm verwerkt.

Le Comité Scientifique prend les mesures nécessaires pour veiller au respect des conditions énoncées à l'article 10, § 2 de la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 3. En application de l'article 23, alinéa 1^{er}, *d*) et *i*), du Règlement général sur la protection des données, l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, qui est responsable du traitement des données, peut décider de ne pas appliquer les obligations et les droits énoncés aux articles 12 à 22 du règlement précité, lors des traitements de données à caractère personnel qui concernent des personnes soupçonnées d'avoir commis un féminicide ou des homicides fondés sur le genre, pour autant que les conditions énoncées aux alinéas 2 à 10 soient remplies.

La possibilité de dérogation, mentionnée à l'alinéa 1^{er}, ne s'applique que pendant la période où la personne concernée fait l'objet d'une enquête de la part des services de police et du parquet, à condition qu'il soit ou puisse être nécessaire pour le bon déroulement de cette enquête de ne pas appliquer les obligations et les droits énoncés aux articles 12 à 22 du règlement susmentionné.

La possibilité de dérogation, mentionnée à l'alinéa 1^{er}, ne concerne pas les données indépendantes de l'objet de l'enquête justifiant le refus ou la limitation des droits mentionnés à l'alinéa 1^{er}.

Si, dans le cas mentionné à l'alinéa 1^{er}, la personne concernée introduit une demande fondée sur les articles 12 à 22 du règlement susmentionné pendant la période mentionnée à l'alinéa 2, le délégué à la protection des données de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie en accuse réception.

Le délégué à la protection des données de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie informe par écrit la personne concernée, dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, dans un délai d'un mois à compter du lendemain du jour où l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie a reçu la demande, du refus ou de la limitation des droits visés à l'alinéa 1^{er}. Il n'est pas nécessaire de fournir des informations supplémentaires sur les autres raisons de ce refus ou de cette limitation si cela risque de nuire aux missions des services de police et du parquet, sous réserve de l'application de l'alinéa 8. Si nécessaire, le délai de réponse susmentionné peut être prolongé de deux mois, compte tenu du nombre de demandes et de leur complexité. L'Institut National de Criminalistique et de Criminologie informe la personne concernée, dans un délai d'un mois à compter du lendemain du jour de la réception de la demande, de cette prolongation et des motifs du report.

Le délégué à la protection des données de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie informe également la personne concernée de la possibilité d'introduire une requête auprès de l'Autorité de protection des données conformément à la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données et de former un recours judiciaire.

Le délégué à la protection des données de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie note les motifs factuels ou juridiques sur lesquels la décision de dérogation de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie est fondée. Il tient ces informations à la disposition de l'Autorité de protection des données susmentionnée.

Une fois l'enquête terminée, les droits énumérés aux articles 13 à 22 du Règlement général sur la protection des données sont à nouveau appliqués, le cas échéant, conformément à l'article 12 du règlement précité.

Si des données à caractère personnel telles que mentionnées à l'alinéa 1^{er} sont traitées et que ces données sont utilisées dans le cadre des activités du ministère public ou d'un juge d'instruction, le délégué à la protection des données de l'Institut National de Criminalistique et de Criminologie, afin de tenir compte du secret de l'instruction sous la direction du ministère public ou d'un juge d'instruction, ne peut répondre à une demande de la personne concernée conformément aux articles 12 à 22 du Règlement général sur la protection des données qu'après que le ministère public ou, le cas échéant, le juge d'instruction a confirmé qu'une réponse ne compromettra pas ou ne risque pas de compromettre l'enquête.

§ 4. Les données obtenues en vue de l'analyse des féminicides et des homicides fondés sur le genre sont conservées pendant la période nécessaire pour effectuer cette analyse et pour respecter les obligations internationales de la Belgique en application de la Convention d'Istanbul. Elles sont conservées pendant une durée maximale de quatre ans.

Het Wetenschappelijk Comité neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat de voorwaarden opgenomen in artikel 10, § 2 van de Wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens worden nagekomen.

§ 3. Met toepassing van artikel 23, lid 1, *d*) en *i*), van de Algemene Verordening Gegevensbescherming kan het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, dat verwerkingsverantwoordelijke is, beslissen om de verplichtingen en de rechten, vermeld in artikelen 12 tot en met 22 van de voormelde verordening, niet toe te passen bij de verwerkingen van persoonsgegevens die betrekking hebben op personen die in verdenking werden gesteld voor feminicide of gendergerelateerde doding, mits voldaan wordt aan de voorwaarden, vermeld in het tweede tot en met het tiende lid.

De afwijkingmogelijkheid, vermeld in het eerste lid, geldt alleen gedurende de periode waarin de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een onderzoek door politie en parket, op voorwaarde dat het voor het goede verloop van dat onderzoek noodzakelijk is of kan zijn dat de verplichtingen en de rechten, vermeld in artikelen 12 tot en met 22 van de voormelde verordening, niet worden toegepast.

De afwijkingmogelijkheid, vermeld in het eerste lid, heeft geen betrekking op de gegevens die los staan van het voorwerp van het onderzoek dat de weigering of beperking van de rechten, vermeld in het eerste lid, rechtvaardigt.

Als de betrokkene in het geval, vermeld in het eerste lid, tijdens de periode, vermeld in het tweede lid, een verzoek indient op basis van artikelen 12 tot en met 22 van de voormelde verordening, bevestigt de functionaris voor gegevensbescherming van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie de ontvangst daarvan.

De functionaris voor gegevensbescherming van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie brengt de betrokkene schriftelijk, zo snel mogelijk en in elk geval binnen een maand vanaf de dag die volgt op de dag waarop het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie het verzoek heeft ontvangen, op de hoogte van de weigering of beperking van de rechten, vermeld in het eerste lid. De verdere informatie over de nadere redenen voor die weigering of die beperking hoeft niet te worden verstrekt als dat de opdrachten van de politie en het parket zou ondermijnen, met behoud van de toepassing van het achtste lid. Als het nodig is, kan de voormelde reactietermijn met twee maanden worden verlengd, rekening houdend met het aantal aanvragen en de complexiteit ervan. Het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie brengt de betrokkene binnen een maand vanaf de dag die volgt op de dag waarop hij het verzoek heeft ontvangen, op de hoogte van die verlenging en van de redenen voor het uitstel.

De functionaris voor gegevensbescherming van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie informeert de betrokkene ook over de mogelijkheid om een verzoek in te dienen bij de Gegevensbeschermingsautoriteit conform de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit en om een beroep in rechte in te stellen.

De functionaris voor gegevensbescherming van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie noteert de feitelijke of juridische gronden waarop de beslissing tot afwijking door het Instituut is gebaseerd. Die informatie houdt hij ter beschikking van de voormelde Gegevensbeschermingsautoriteit.

Nadat het onderzoek afgesloten is, worden de rechten, vermeld in artikelen 13 tot en met 22 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming, in voorkomend geval, conform artikel 12 van de voormelde verordening opnieuw toegepast.

Als er persoonsgegevens als vermeld in het eerste lid worden verwerkt en deze gegevens gebruikt worden in het kader van werkzaamheden van het Openbaar Ministerie of een onderzoeksrechter, mag de functionaris voor gegevensbescherming van het Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie, teneinde rekening te houden met het geheim van het onderzoek onder leiding van het Openbaar Ministerie of een onderzoeksrechter, op een verzoek van de betrokkene overeenkomstig artikelen 12 tot en met 22 van de Algemene Verordening Gegevensbescherming pas antwoorden nadat het Openbaar Ministerie of, in voorkomend geval, de onderzoeksrechter heeft bevestigd dat een antwoord het onderzoek niet in het gedrang brengt of kan brengen.

§ 4. De gegevens die worden verkregen met het oog op de analyse van feminicides en gendergerelateerde dodingen worden bijgehouden gedurende de periode die nodig is om die analyse te maken en om te voldoen aan de internationale verplichtingen die België heeft in toepassing van het Verdrag van Istanbul. Ze worden maximaal vier jaar bijgehouden.

§ 5. Sans préjudice de l'application du § 3, toute information partagée par le Comité Scientifique en dehors de ses membres sera rendue anonyme.

TITRE V — Droits des victimes

Art. 15. § 1. Dans le cadre d'une déposition pour les violences mentionnées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4 toute victime a le droit d'être entendue dans un local adapté offrant la discrétion nécessaire, par un membre des services de police, formé aux violences fondées sur le genre au sens de l'article 24 de la présente loi. Les victimes doivent être traitées de manière appropriée afin d'éviter toute victimisation secondaire. Les souhaits de la victime sont pris en compte dès le dépôt de la plainte ou la déposition. Avec le consentement de la victime, et si les conditions légales sont remplies, les informations fournies sont communiquées à d'autres instances.

§ 2. Dans le cadre d'une déposition pour les violences visées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4, les services de police informent la victime, en tenant compte de ses caractéristiques personnelles ou de sa position de vulnérabilité, qui peuvent affecter sa capacité de comprendre ou d'être comprise ou donner lieu à d'autres besoins spécifiques, des droits suivants:

- de ses droits visés au § 1;
- de son droit à bénéficier gratuitement de l'assistance d'un interprète conformément à l'article 47bis § 6 point 4) du Code d'instruction criminelle;
- de son droit d'être accompagnée d'une personne de son choix, durant les entretiens avec les organes judiciaires et/ou la police, sauf si cela est contraire aux intérêts de la victime ou au bon déroulement de la procédure et ce sans préjudice de la réglementation existante;
- du droit d'être associé à l'évaluation de ses besoins spécifiques de protection et des risques de victimisation secondaire, de représailles et d'intimidations, conformément à l'article 16;
- du droit de recevoir une copie gratuite des éléments principaux de la plainte ou de la déposition dans une langue comprise par la victime.

Les services de police fournissent également à la victime des informations concernant:

- l'accès à une aide médicale, à une aide psychologique, à des services de soutien spécialisés et à une solution en matière de logement;
- la possibilité pour la victime de violences visées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4 de la présente loi, si elle le souhaite, d'être entendue par un membre d'un service de police du sexe de son choix, sauf si cela constitue un obstacle au bon déroulement de la procédure;
- des mesures de protection existantes, comme l'ordonnance d'interdiction temporaire de résidence visée à l'article 3 de la loi du 15 mai 2012 relative à l'interdiction temporaire de résidence en cas de violence domestique et l'alarme anti-rapprochement.

§ 3. Les services de police communiquent une copie de la déposition à la victime après son audition. Une traduction des éléments principaux de celle-ci dans une langue comprise par la victime lui sera adressée dans les plus brefs délais, si elle en fait la demande.

Le Roi détermine comment cette traduction doit être effectuée.

§ 4. Sans préjudice de la réglementation existante et en concertation avec la victime, des mesures de protection spécifiques sont appliquées pour la victime et ses enfants exposés à des violences visées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4. Les mesures de protection comprennent, entre autres, l'interdiction temporaire de résidence, l'interdiction de lieu ou de contact, l'adresse non communicable et l'alarme antirapprochement. Le refus d'une mesure de protection par la victime ne porte pas préjudice aux droits et obligations imposés par la présente loi.

§ 5. Lorsque les services de police font application de l'article 74/7 de la loi du 15 décembre 1980 à l'égard d'une personne étrangère qui fait une déposition pour des violences visées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4, ils communiquent à l'Office des étrangers cette déposition, la qualité de victime de violences de cette personne, les éléments relatifs à sa vulnérabilité et l'évaluation de ses besoins de protection réalisée conformément à l'article 16.

§ 5. Onverminderd de toepassing van § 3 wordt alle informatie die het Wetenschappelijk Comité deelt buiten diens leden om geanonimiseerd.

TITEL V — Rechten van de slachtoffers

Art. 15. § 1. In het kader van een aangifte voor het in art. 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4 vernoemde geweld heeft elk slachtoffer het recht te worden gehoord in een geschikt lokaal dat de nodige voorzorgen inzake discretie biedt, door een lid van de politiediensten dat is opgeleid in gendergerelateerd geweld in de zin van artikel 24 van deze wet. Slachtoffers dienen gepast te worden bejegend, in het bijzonder door het vermijden van secundaire victimisering. Vanaf de indiening van de klacht of de aangifte wordt rekening gehouden met de wensen van het slachtoffer. Met instemming van het slachtoffer, en mits aan de wettelijke voorwaarden is voldaan, wordt de verstrekte informatie bezorgd aan andere instanties.

§ 2. In het kader van een aangifte voor het in art. 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4 vernoemde geweld stellen de politiediensten het slachtoffer, rekening houdend met diens persoonlijke kenmerken of met diens kwetsbare toestand, die van invloed kunnen zijn op het vermogen te begrijpen of begrepen te worden dan wel aanleiding kunnen geven tot andere specifieke behoeften, in kennis van volgende rechten:

- de in § 1 bedoelde rechten;
- het recht op kosteloze bijstand door een tolk zoals verankerd in art. 47bis § 6 punt 4) van het Wetboek van Strafvordering;
- het recht zich te laten bijstaan door een persoon naar keuze tijdens gesprekken met de rechterlijke organen en/of de politie, tenzij dit in strijd is met de belangen van het slachtoffer of met het goede verloop van de procedure en dit onverminderd de bestaande regelgeving;
- het recht om betrokken te worden bij de beoordeling van diens specifieke beschermingsbehoeften en de risico's op secundaire victimisering, vergelding en intimidatie, in overeenstemming met artikel 16;
- het recht om gratis een kopie van de belangrijkste elementen van de klacht of aangifte te ontvangen in een taal die het slachtoffer begrijpt.

De politiediensten bezorgen eveneens informatie aan het slachtoffer wat betreft:

- de toegang tot medische hulp, psychologische hulp, gespecialiseerde ondersteuningsdiensten en een huisvestingsoplossing;
- de mogelijkheid dat, indien het slachtoffer dit wenst, het verhoor van het slachtoffer van het in art. 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4 van deze wet bedoelde geweld afgenomen wordt door een lid van de politiediensten van het verkozen geslacht, behalve wanneer dit een obstakel zou vormen voor het goede verloop van de procedure;
- de bestaande beschermingsmaatregelen, zoals de beschikking tot tijdelijk huisverbod bedoeld in artikel 3 van de wet van 15 mei 2012 betreffende het tijdelijk huisverbod in geval van huiselijk geweld en het mobiel stalkingalarm.

§ 3. De politiediensten bezorgen een kopie van de aangifte aan het slachtoffer na het verhoor. Op verzoek van het slachtoffer wordt haar zo spoedig mogelijk een vertaling van de belangrijkste elementen van de aangifte in een voor hem of haar begrijpelijke taal toegezonden.

De Koning bepaalt de wijze waarop deze vertaling dient te gebeuren.

§ 4. Zonder afbreuk te doen aan de bestaande regelgeving en in samspraak met het slachtoffer worden specifieke beschermingsmaatregelen toegepast voor het slachtoffer en diens kinderen blootgesteld aan het in artikel 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4 bedoelde geweld. De beschermingsmaatregelen omvatten onder meer de tijdelijke uithuisplaatsing, het plaats- of contactverbod, het niet-mededeelbaar adres en het mobiel stalkingalarm. De weigering van een beschermingsmaatregel door het slachtoffer doet geen afbreuk aan de rechten en plichten opgelegd door deze wet.

§ 5. De politiediensten brengen, wanneer zij artikel 74/7 van de wet van 15 december 1980 toepassen op een vreemdeling die aangifte doet wegens geweld bedoeld in artikel 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4, de Dienst Vreemdelingenzaken op de hoogte van de aangifte, de hoedanigheid van de betrokkene als slachtoffer van geweld, de elementen in verband met de kwetsbaarheid van het slachtoffer en de conform artikel 16 uitgevoerde beoordeling van de beschermingsbehoeften van het slachtoffer.

§ 6. La présente loi ne porte pas préjudice à l'exercice des droits conférés aux victimes par d'autres réglementations.

TITRE VI — Outils d'évaluation et de gestion des risques

Art. 16. Lors de toute plainte, signalement, déposition ou procédure relative à des violences visées à l'article 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 et § 4, il est fait recours à des outils d'évaluation et de gestion des risques, dont l'élaboration sera déterminée par le Roi. Cet outil d'évaluation et de gestion des risques tiendra compte de l'intégration d'une perspective de genre et d'une perspective intersectionnelle.

TITRE VII — Dispositions pour la formation de la police et des magistrats

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions générales

Art. 17. § 1. L'Institut tient une liste des formations conformes aux principes généraux de la présente loi dispensées aux magistrats, aux membres des services de police, aux professionnels de la santé, aux médiateurs, aux avocats, aux notaires et aux travailleurs sociaux, en lien avec les féminicides et les homicides fondés sur le genre, en ce compris les violences visées à l'article 4, § 1^{er}, 6°-14°.

§ 2. La liste des formations est actualisée annuellement par l'Institut.

CHAPITRE 2 — Formation des magistrats

Art. 18. A l'alinéa dix de l'article 78 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et intrafamiliales" et "organisée par l'Institut de formation judiciaire".

Art. 19. A l'alinéa sept de l'article 101, § 2, du même Code, modifié par les lois des 8 mai 2014, 25 décembre 2016, 6 juillet 2017 et 31 juillet 2020, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et intrafamiliales" et "organisée par l'Institut de formation judiciaire".

Art. 20. A l'article 143, § 2/1, du même Code, modifié par la loi du 31 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et intrafamiliales" et "et désignés par le procureur général";
- 2° dans l'alinéa 2, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et intrafamiliales" et "organisée par l'Institut de formation judiciaire".

Art. 21. Dans l'article 151 du même Code, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, les modifications suivantes sont apportées:

- 1° dans l'alinéa 2, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et familiales" et les mots "et désignés par le procureur du Roi."
- 2° dans l'alinéa 3, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre," sont insérés entre les mots "violences sexuelles et familiales" et les mots "organisée par l'Institut".

Art. 22. A l'article 259bis-9 § 5 du même Code, inséré par la loi du 22 décembre 1998 et modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020, les mots "avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre." sont ajoutés après les mots "violences sexuelles et intrafamiliales".

Art. 23. Les magistrats visés aux articles 78, alinéa 10; 101, § 2, alinéa 7; 143, § 2/1, alinéas 1^{er} et 2, et 151, alinéas 2 et 3, du Code judiciaire qui ont suivi la formation approfondie sur les violences sexuelles et intrafamiliales organisée par l'Institut de formation judiciaire avant le 31 décembre 2024 sont considérés de plein droit comme ayant suivi la formation approfondie sur les violences sexuelles et intrafamiliales, avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre, organisée par l'Institut de formation judiciaire.

§ 6. Deze wet doet geen afbreuk aan de uitoefening van de rechten die aan slachtoffers worden toegekend door andere regelgeving.

TITEL VI — Risicotaxatieinstrument en risicobeheersinstrument

Art. 16. Bij alle klachten, meldingen, verklaringen of procedures in verband met het in artikel 4 § 1 6°-14°, § 2, § 3 en § 4 bedoelde geweld wordt er gebruik gemaakt van een risicotaxatie- en risicobeheersinstrument, waarvan de uitwerking door de Koning bepaald wordt. In dit risicotaxatie- en -beheersinstrument zal rekening gehouden worden met de integratie van een genderperspectief en een intersectioneel perspectief.

TITEL VII — Bepalingen inzake de opleiding van de politie en de magistraten

HOOFDSTUK 1 — Algemene bepalingen

Art. 17. § 1. Het Instituut houdt een lijst bij van opleidingen die voldoen aan de algemene principes van deze wet voor magistraten, leden van de politiediensten, gezondheidszorgbeoefenaars, bemiddelaars, advocaten, notarissen en maatschappelijk werkers met betrekking tot feminicides en gendergerelateerde dodingen, met inbegrip van het in artikel 4, § 1, 6°-14° bedoelde geweld.

§ 2. De lijst van opleidingen wordt jaarlijks door het Instituut bijgewerkt.

HOOFDSTUK 2 — Opleiding van de magistraten

Art. 18. In het tiende lid van artikel 78 van het Gerechtelijk Wetboek, zoals laatst gewijzigd bij de wet van 31 juli 2020, worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld" en "georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding".

Art. 19. In het zevende lid van artikel 101, § 2, van hetzelfde wetboek, zoals gewijzigd door de wetten van 8 mei 2014, 25 december 2016, 6 juli 2017 en 31 juli 2020, worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld" en "georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding".

Art. 20. In artikel 143, § 2/1, van hetzelfde wetboek, zoals gewijzigd door de wet van 31 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het eerste lid worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld bevat" en "georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding";
- 2° in het tweede lid worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld" en "georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding".

Art. 21. In artikel 151 van hetzelfde wetboek, zoals laatst gewijzigd door de wet van 31 juli 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- 1° in het tweede lid worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld bevat" en de woorden "georganiseerd door het Instituut".
- 2° in het derde lid worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen," ingevoegd tussen de woorden "seksueel en intrafamiliaal geweld" en de woorden "georganiseerd door het Instituut".

Art. 22. In artikel 259bis-9, § 5, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door de wet van 22 december 1998 en laatst gewijzigd door de wet van 31 juli 2020, worden de woorden "met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen." toegevoegd na de woorden "seksueel geweld en intrafamiliaal geweld".

Art. 23. De magistraten bedoeld in de artikelen 78, tiende lid; 101, § 2, zevende lid; 143, § 2/1, eerste en tweede lid, en 151, tweede en derde lid, van het Gerechtelijk wetboek die de grondige opleiding inzake seksueel- en intrafamiliaal geweld georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding hebben gevolgd vóór 31 december 2024 worden van rechtswege geacht de grondige opleiding inzake seksueel- en intrafamiliaal geweld, met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen, georganiseerd door het Instituut voor gerechtelijke opleiding, zoals gewijzigd door deze wet, te hebben gevolgd.

Les magistrats visés à l'article 259bis-9, § 5, du Code judiciaire qui ont suivi la formation de base sur les violences sexuelles et intrafamiliales organisée par l'Institut de formation judiciaire avant le 31 décembre 2024 sont considérés de plein droit comme ayant suivi la formation de base sur les violences sexuelles et intrafamiliales, avec une attention particulière pour les féminicides et les homicides fondés sur le genre, telle que modifiée par la présente loi.

CHAPITRE 3 — Formation de la police

Art. 24. L'article 142quater de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 31 mai 2001, est modifié comme suit:

le point final est remplacé par un point-virgule et il est ajouté un 5° rédigé comme suit:

"5° l'assistance aux victimes, notamment en matière de féminicides, d'homicides fondés sur le genre et des violences visées à l'article 4§ 3 de la loi du ..."

Art. 25. Les membres des services de police déjà en exercice au moment de l'entrée en vigueur de ce chapitre doivent suivre une formation visée à l'article 142quater 5° de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, tel qu'inséré par la loi du 31 mai 2001 dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de ce chapitre.

Au cours de cette période, le chef de corps de la police locale ou son remplaçant désigné et le commissaire général, les directeurs généraux de la police fédérale ou leurs remplaçants désignés déterminent l'ordre de priorité dans lequel les membres des services de police concernés doivent suivre la formation mentionnée dans ce chapitre.

TITRE VIII — Entree en vigueur

Art. 26. § 1. La présente loi entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au premier paragraphe, le Roi détermine l'entrée en vigueur des articles 12 § 2, 12 § 4 et 13. Ces articles entrent en vigueur au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.

§ 3. Par dérogation au premier paragraphe, les articles 9, 10, 11, 12 § 1 et 12 § 3 entrent en vigueur deux ans après l'entrée en vigueur de la loi prévue au § 1 du présent article.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 juillet 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la mobilité,

G. GILKINET

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

La Secrétaire d'Etat à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances
et à la Diversité,

M. LEROY

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents. – Chambre 55 – 3400

Compte rendu intégral : 29 juin 2023

De magistraten bedoeld in artikel 259bis-9, § 5, van het Gerechtelijk Wetboek die de basisopleiding met betrekking tot seksueel geweld en intrafamiliaal geweld hebben gevolgd vóór 31 december 2024, worden van rechtswege geacht de basisopleiding met betrekking tot seksueel geweld en intrafamiliaal geweld, met in het bijzonder aandacht voor feminicides en gendergerelateerde dodingen, zoals gewijzigd door deze wet, te hebben gevolgd.

HOOFDSTUK 3 — Opleiding van de politie

Art. 24. uater van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals ingevoegd door de wet van 31 mei 2001, wordt als volgt gewijzigd:

het eindpunt wordt vervangen door een kommapunt en er wordt een 5° toegevoegd, luidend als volgt:

"5° de bijstand aan de slachtoffers, meer bepaald op het vlak van feminicides, gendergerelateerde dodingen en geweld zoals bedoeld in artikel 4 § 3 van de wet van ..."

Art. 25. Leden van de politiediensten die op het tijdstip van de inwerkingtreding van dit hoofdstuk reeds in dienst zijn, moeten binnen twee jaar na de inwerkingtreding van dit hoofdstuk de in artikel 142quater 5° van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals ingevoegd door de wet van 31 mei 2001 bedoelde opleiding volgen.

Tijdens die periode bepalen de korpschef of zijn afgevaardigde voor de lokale politie en de commissaris-generaal, de directeurs-generaal of hun afgevaardigde voor de federale politie de volgorde van prioriteit waarin de betrokken leden van de politiediensten de opleiding vermeld in dit hoofdstuk moeten volgen.

TITEL VIII — Inwerkingtreding

Art. 26. § 1. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf bepaalt de Koning de inwerkingtreding van de artikelen 12 § 2, 12 § 4 en 13. Deze artikelen dienen in werking te treden uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van de wet.

§ 3. In afwijking van de eerste paragraaf treden de artikelen 9, 10, 11, 12 § 1 en 12 § 3 slechts in werking twee jaar na de inwerkingtreding van de wet zoals bepaald in § 1 van dit artikel.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 juli 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Mobiliteit,

G. GILKINET

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Gendergelijkheid, Gelijke Kansen
en Diversiteit,

M. LEROY

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken. – Kamer 55 – 3400

Integraal Verslag : 29 juni 2023